

# L'université populaire, une façon de partager les savoirs

## ASSOCIATION

Alain Bozonnat est vice-président de l'Association des universités populaires de France et président de l'UP d'Uzès. Son objectif : donner accès au savoir au plus grand nombre.

Gil Lorfèvre et René Diez

### Comment est née l'université populaire en France ?

C'est un mouvement qui a pris son essor au Danemark au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui s'est ensuite développé dans les pays nordiques, puis en Belgique et en Allemagne. Les premières universités populaires en France ont vu le jour au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, d'abord à Nancy et Lille. Puis, il eut un renouveau au tout début des années 60 qui est venu d'Alsace, et plus particulièrement de la ville de Mulhouse. Il y a aujourd'hui trois grandes régions au cœur desquelles se sont développées les universités populaires : l'Alsace, la Nouvelle Aquitaine et l'Occitanie. Au niveau national, on compte aujourd'hui un peu plus de 15 000 adhérents.

Qu'en est-il dans le Gard ? Le département rassemble quatre universités populaires. À Alès (lire ci-contre), à Aigues-Mortes, à Uzès et à Pont-Saint-Esprit. Fut un temps, il y en avait une également à Nîmes, qui aujourd'hui est en sommeil. Mais aujourd'hui la ville profite entre autres des programmes du Cadre, qui elle est une université de la culture permanente et du temps libre. Il faut savoir

qu'en France on compte une centaine d'universités populaires rattachées à l'Association des universités populaires de France (AUPF), et plus de cinquante autres types d'universités donnant accès au savoir.

À ce propos, quel est l'objectif premier des universités populaires ? Il est de transmettre et de partager les savoirs et la pratique pour tous, sans exception.



### Il y a dans le Gard quatre universités populaires : Alès, Aigues-Mortes, Uzès et Pont-Saint-Esprit

ALAIN BOZONNAT  
(PRÉSIDENT DE L'UP D'UZÈS)



Qui peut s'inscrire dans les universités populaires ? Tout le monde peut être un apprenant quel que soit son niveau d'études. Ici, on ne vient pas chercher un diplôme on vient partager un savoir.

Qui sont les intervenants ? Il y a deux types d'intervenants : les bénévoles et les salariés. Ces derniers interviennent en moyenne entre dix et trente

heures par mois. Le recrutement est plutôt strict car nous mettons en avant la qualité des sujets et le professionnalisme des interventions. On trouve parmi les intervenants de nombreux enseignants à la retraite. Cependant, je rappelle que nous ne dépendons pas de l'Éducation nationale.

### Le mot populaire n'est-il pas trop connoté ?

Le débat revient parfois sur la table : faut-il ou non garder le mot populaire ? La réalité est que cette forme d'enseignement est ouverte à tous. Elle est donc populaire. Ici, la politique et la religion n'ont pas leur place dans le fonctionnement. Nous sommes de fervents défenseurs de la laïcité.

### Quels sont les modes de financement ?

Chaque université a le sien. Il peut y avoir des soutiens de la part des collectivités territoriales, c'est le cas notamment des mairies et du conseil départemental, mais aussi d'organismes tels que la Caf. Une partie des fonds provient également des cotisations et des tarifs des activités. Il faut savoir que la très grande majorité des universités populaires fonctionne avec une armée de bénévoles.

### L'université populaire ne pâtit-elle pas d'une image un peu vieillotte avec des adhérents souvent âgés ?

C'est une fausse image. Aujourd'hui, à Uzès par exemple, nous dispensons des programmes à partir de six ans. Il s'agit notamment de cours d'anglais.



Alain Bozonnat est président de l'université populaire d'Uzès depuis six ans.

### Parlez-nous de l'université populaire d'Uzès dont vous êtes le président depuis maintenant six ans ?

Elle a été créée en 1988. Elle est aujourd'hui l'une des universités les plus dynamiques de France avec près de 850 adhérents – avant Covid ! – pour une population de 8 500 habitants. Nous proposons une centaine d'activités tout au long de l'année.

### Parmi ces activités vous avez un volet social très important !

En effet, quand j'ai pris la présidence j'ai souhaité que les actions sociales soient mises en avant, notamment parce qu'il s'agit là de valeurs fondatrices des universités populaires. À savoir : permettre à tous un accès à l'éducation.

### Comment cela se traduit-il sur le terrain ?

Nous avons des ateliers sociolinguistiques gratuits pour les primo-arrivants et les habitants des quartiers défavorisés. Nous intervenons aussi auprès de migrants dans l'apprentissage de la langue et de la culture française afin de les aider à bénéficier du contrat d'insertion républicain. Nous faisons également de l'accompagnement scolaire auprès essentiellement d'écoliers et de collégiens pour des matières telles que les maths, la physique, le français ou encore l'anglais. Notre but est de créer un climat de confiance, sans lien de subordination. Nous souhaitons avant tout leur apprendre la méthodologie.

Les thèmes culturels et les

### conférences sont toujours au programme ?

Bien entendu ! Nous programmons tous les lundis une conférence et nous avons une quinzaine de thèmes dispensés autour de la culture et des arts, avec une tendance ces dernières années pour la criminologie (sourire).

### L'université populaire d'Uzès a-t-elle souffert de la crise sanitaire ?

Oui, et nous en ressentons aujourd'hui encore les effets, puisque nous enregistrons à peine 540 adhésions cette année. L'impact a surtout été financier puisque nous avons souhaité rembourser l'année dernière les cotisations de tous les adhérents. Ce qui représente tout de même la moitié du budget de fonctionnement.

## L'association alésienne UPGA, en quête d'un nouveau souffle

### BILAN

Après 22 ans d'activités, l'UPGA souhaiterait plus de soutien des pouvoirs publics.

Le délégué général de l'université populaire du Grand Alès (UPGA), Idris Aftisse, prépare la prochaine assemblée générale du 27 octobre. Il a forcé le nez dans les chiffres. Ce trentenaire prête main-forte à ses grands-parents, Édith et Daniel Gallois, présidente et trésorier d'une petite équipe de quatre bénévoles. Le couple, aujourd'hui octogénaire, qui a remis à flot la structure précédemment mise à mal, porte l'aventure à bout de bras depuis 22 ans, jusqu'à engager une partie de leurs fonds propres. L'UPGA étant un sacerdoce, il faut bien pouvoir aux deniers du culte. « Nous avons assaini la situation. Il est hors de question qu'ils piochent dans leurs économies après tant d'années de bons et loyaux services », s'insurge le petit-fils qui fait face à plusieurs défis.

### Baisser les tarifs

Certaines assistances de l'UPGA ressemblant un peu à un goûter de cheveux blanc, il souhaite injecter du sang neuf parmi les cadres, les intervenants et le public plutôt féminin. Le délégué de l'association multiplie donc les dossiers de subventions auprès des collectivités et organismes divers. Car avec une aide de la ville d'Alès figée depuis un bail à 1000 € annuels, la structure ne peut compter que sur elle-même afin d'assurer les frais de fonctionnement s'élevant avant Covid à 40 000 € par an. Un budget abondé en grande partie (88 %) par les inscriptions aux cours dispensés. Et selon le



Idris Aftisse, délégué de l'université populaire du Grand Alès.

délégué, c'est là où le bât blesse : « nous proposons par exemple 26 heures de cours de langue à 208 €. Le Cadre, lui, pour la même offre, est à 118 €. Nous ne pourrions jamais comme l'UP de Uzès proposer 32 heures de cours de soutien à 60 €. Même si nous tenons à réaffirmer une réduction de 50 % pour les minima sociaux, cela reste cher. Qui peut mettre 4 € pour un cours, quand dès le début du mois on n'a plus rien ? »

Parmi nos 104 adhérents, une seule personne est au RSA. Je voudrais mettre en place un fonds de solidarité culture pour pouvoir baisser les tarifs. L'idéal serait une pédagogie entièrement gratuite et ouverte à tous.

Un rêve d'éducation qui se heurte à la réalité des dépenses constituées à plus de 80 % par les rémunérations des professeurs et des conférenciers. Nos enseignants sont payés

32 € bruts de l'heure. Un minimum de huit élèves par cours est nécessaire pour compenser les charges. Sachant que nous avons limité les frais de gestion (1300 €) à leur plus simple expression. La crise sanitaire n'a rien arrangé. Le nombre d'adhérents a chuté quasiment de moitié. « On est très inquiet pour cette année. Il y a des cours qui ne décolleront pas faute d'effectifs suffisants. D'autres seront donnés en distanciel. » Malgré ces difficultés, le public de l'association économe manifeste un désir de connaissance, de découverte et de rencontre. « 45 % des adhérents vivent au centre-ville, 55 % dans les communes de l'Agglo. Parallèlement à Alès, Saint-Christol et Saint-Hilaire-de-Brethmas, notre objectif est d'essaimer vers La Grand-Combe ou Anduze. Je suis admiratif des gens qui viennent jusqu'à nous de Thoras, Sainte-Cécile-d'Andorge ou Branaux-les-Taillades. »

En quête d'autres locaux plus vastes en complément de la salle mise à disposition par la municipalité à la Maison des associations, Idris Aftisse, en autodidacte s'est évertué à numériser l'UPGA et à développer des liens avec un réseau de commerçants du cœur de ville. Il s'interroge sur l'avenir et n'en délore pas moins « le manque de considération et d'implication du politique pour rendre le savoir le plus accessible sur le territoire. C'est notre matrice. On est en demande de soutien. Au bout de deux décennies de présence, on s'attend à autre chose que des bouts de ficelle. »

Il continue pourtant de croire fermement à la mission sociale de l'université populaire. Sans emploi actuellement, il a recruté sa conseillère Pôle Emploi, pour créer un atelier d'insertion.

## À Pont-Saint-Esprit, l'UPGR est la dernière née dans le Gard

C'est la dernière née dans le département. L'université populaire du Gard rhodanien (UPGR), implantée à Pont-Saint-Esprit à six ans. Michel Tachon, ingénieur retraité du CEA Marcoule, qui en est président depuis 2020, fait partie des trois cofondateurs : « Il était pour nous important de ne pas se retrouver entre retraités, de toucher tous les âges et tous les publics, cultivés comme non cultivés. » Un atelier de robotique et modélisme destiné aux 10-13 ans rajoute l'auditoire. Quand les cours de jardinage bio ou de criminologie sont prisés par les jeunes adultes.

Des bénévoles de l'association apportent gracieusement une aide aux devoirs aux élèves. Et parviennent des 18-25 ans, afin de leur permettre d'entrer dans la vie active. « Transmettre les connaissances sous toutes ses formes est le rôle des UP », commente Michel Tachon qui a aussi enseigné et est sensible à l'égalité des chances. Chaque année, une trentaine de conférences ouvertes à

tous, offrent aux novices ou amateurs avertis le plaisir de se dégoûter les neurones avec des thèmes aussi divers que le complotisme ou la protection pour les réfugiés et les migrants en France. L'appellation Gard rhodanien est une déclaration d'intention. 60 % des 230 adhérents à ce jour sont Spiritois, et 40 % habitent dans les communes alentour. L'association est prête à délocaliser certaines activités pour répondre à la demande. Elle fait aussi partie d'un groupement d'UP de Drôme-Ardèche "26-07" avec lequel elle échange expériences, et réfléchit sur l'engagement des savoirs. Cette mise en réseau facilite également l'accès aux conférenciers et animateurs. Les Upétistes spiritoiniens allient pédagogie et liberté d'esprit : « hormi des prêts de salles, nous ne demandons pas de subventions. Nous ne dépendons que de notre trésorerie. » Ce qui ne les empêche nullement de pratiquer des tarifs d'adhésions modiques : 15 € à l'année, et gratuité pour les chômeurs et moins de 25 ans.



Michel Tachon, le président actuel et cofondateur de l'UPGR.

## Venue apprendre le français, elle enseigne aujourd'hui le chinois

### PARCOURS

Originnaire de Shanghai en Chine, Yanfang Dong Khaoui s'est installée avec sa famille en France il y a une dizaine d'années. « Quand je suis arrivée je ne parlais pas un mot de français. Pour apprendre et m'améliorer je suis venue à l'université populaire d'Uzès que je ne connaissais pas. J'y ai trouvé des gens formidables qui m'ont aidé, soutenu et qui surtout étaient à mon écoute. » Motivée, cette ancienne journaliste qui travaillait dans une radio à Shanghai apprend vite et bien ; et en quelques mois, elle commence à échanger dans la langue de Molière. « J'avais soif d'apprendre et de connaître la culture française. » Six ans après son premier cours de français au sein de l'université populaire, la jeune femme décide de passer de l'autre côté du miroir et de devenir intervenante. Ainsi, de-

puis quatre ans, elle dispense au sein de l'université des cours de chinois, de calligraphie et de gymnastique avec une approche autour de la méditation. « Mon but est de faire découvrir l'univers et la culture chinoise. » Aujourd'hui, elle enseigne aux débutants comme aux plus aguerris. « Je suis là pour répondre à leur demande, et non pour les préparer à un concours ! » En attendant, cela ne l'empêche pas de continuer à apprendre encore et toujours.



Yanfang Dong Khaoui.

# Gard L'université populaire, ce lieu ouvert de savoirs

Dossier Midi Libre - 18 octobre 2021

## L'importance de transmettre !

### ÉCHANGES

Didier Durand, ancien magistrat, consacre beaucoup de temps depuis sa retraite au bon fonctionnement de l'université populaire d'Uzès où il intervient en tant que secrétaire de l'association mais également comme intervenant sur le thème de la justice pénale. « Je dispense neuf séances de deux heures chacune, un vendredi par mois, souligne celui qui au cours de sa carrière officiait aux postes de procureur et d'avocat général. Mon programme propose de mieux connaître le fonctionnement de la justice pénale en France. » Son objectif est de permettre de mieux comprendre ce que sont les délits et les crimes, les gardes à vue et le rôle des juges d'instruction. « La séance, que j'illustre le plus souvent par des cas concrets, se veut avant tout un échange. Les gens peuvent m'interrompre, m'interpeller, cela ne me dérange pas.

Il faut que ce soit vivant ! » Didier Durand anime également des ateliers de langues auprès de personnes d'origine colombienne, hongroise ou encore uruguayenne. De son côté, Dominique Brunel, « adhérente depuis trente ans », intervient également sur des ateliers sociolinguistiques, notamment auprès des mineurs non accompagnés inscrits au lycée Gide à Uzès. « Il s'agit de jeunes réfugiés âgés de 15 à 18 ans qui viennent d'Afrique et d'Europe de l'Est. Je vais dans les classes et nous faisons ensemble l'apprentissage du français. » Dominique Brunel ne cache pas son attachement aux valeurs d'entraide que véhicule l'université. « J'ai beaucoup reçu du monde de l'enseignement. Je considère maintenant que c'est à moi de renvoyer l'ascenseur. »